



MANŒUVRES DILATOIRES AUTOUR DU F-35

AGEFI - 17.09.2021

LE RENOUVELLEMENT DE LA DÉFENSE AÉRIENNE SUISSE EST DÉCIDÉMENT UNE OPÉRATION DE LONGUE HALEINE.

En bref, on peut rappeler que le Parlement a validé en décembre 2019 l'arrêté de planification fixant l'enveloppe financière de l'achat, ainsi que le volume et la répartition des compensations industrielles qui seront confiées à des entreprises suisses. Les milieux antimilitaristes et roses-verts ont alors attaqué cette décision par voie de référendum. Le peuple s'est prononcé le 27 septembre 2020 - avec un tout petit oui, mais un oui quand même.

Avant même que le Conseil fédéral ait choisi parmi les quatre modèles d'avions en lice, les mêmes organisations qui venaient de perdre le référendum ont annoncé qu'elles lanceraient cette fois une initiative populaire si le choix se portait sur un avion américain. C'est ce qui est arrivé le 30 juin 2021, lorsque la conseillère fédérale Viola Amherd a annoncé sa décision d'acquérir trente-six F-35.

La gauche a donc lancé une initiative «Stop F-35», qui veut inscrire dans les dispositions transitoires de la Constitution que «la Confédération n'achète pas d'avions de combat de type F-35» et que «le budget de l'armée est adapté en conséquence». Cette dernière mention révèle que ce n'est pas seulement le modèle d'avion qui est contesté. Les 100'000 signatures seront certainement récoltées en un temps record et une nouvelle votation devra

avoir lieu - exigeant cette fois la majorité du peuple et des cantons. La bataille promet d'être âpre, tant le choix du F-35 déchaîne les passions. Quelques recherches sérieuses montrent que l'appréciation des qualités et défauts de cet avion est beaucoup plus complexe que ne le laissent entendre les conversations de bistrot ou les envolées théâtrales de la gauche. Mais qui se soucie de s'informer sérieusement?

Le Parlement lui aussi devra se prononcer sur le choix du F-35, dans le cadre du programme d'armement 2022. La votation sur l'initiative n'aura probablement pas encore eu lieu, ce qui créera une situation malsaine où les parlementaires seront mis sous pression par une décision populaire à venir. Même si l'initiative est finalement rejetée, la gauche espère ainsi retarder et parasiter le lancement des procédures d'achat.

Pendant ce temps, l'attente se poursuivra non seulement pour nos forces aériennes, mais aussi pour les nombreuses entreprises suisses impatientes de bénéficier des affaires compensatoires.